

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ORANGE BANK

Société anonyme au capital de 1 246 775 712 €
 Siège social : 67, rue Robespierre, 93100 Montreuil
 572 043 800 R.C.S. Bobigny

Documents comptables annuels sociaux au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2025

I. – Bilan

(En milliers d'euros.)

Note	(en milliers d'euros)	2024	2023
	Caisse, banques centrales	189 345	712 551
4	Effets publics et valeurs assimilées	115 668	136 052
2	Créances sur les établissements de crédit	454 901	100 408
3	Opérations avec la clientèle	3 115	1 888 422
4	Obligations et autres titres à revenu fixe	204 390	634 068
4	Actions et autres titres à revenu variable	5	5
5	Participations et autres titres détenus à long terme	4 968	3 320
5	Parts dans les entreprises liées	3 500	20 000
6	Immobilisations incorporelles	4 633	23 771
6	Immobilisations corporelles	3 911	5 893
8	Autres actifs	55 361	63 877
8	Comptes de régularisation	6 531	68 502
	Total actif	1 046 329	3 656 870

Note	(en milliers d'euros)	2024	2023
	Banques centrales	-	-
10	Dettes envers les établissements de crédit	-	171 789
11	Opérations avec la clientèle	611 775	2 592 983
12	Dettes représentées par un titre	10 028	219 135
13	Autres passifs	51 776	115 346
13	Comptes de régularisation	36 387	55 573
14	Provisions pour risques et charges	140 942	147 907
15	Dettes subordonnées	27 633	27 633
16	Capitaux propres	574 504	687 267
	<i>dont capital souscrit</i>	1 246 776	998 776
	<i>dont primes d'émission</i>	104 808	104 808
	<i>dont réserves</i>	12 083	12 083
	<i>dont report à nouveau</i>	(789 163)	(428 400)
	Résultat de l'exercice	(406 716)	(360 763)
	Total passif	1 046 329	3 656 870

HORS BILAN

(en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement	-	16 764
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	-	16 764
Engagements de garantie	1 873	4 685
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	1 843	2 760
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	30	1 925
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur titres à recevoir	-	-
Autres engagements	-	126 346
Valeur en garanties	-	126 346
Total : Engagements donnés	1 873	147 794

(en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement	50 000	850 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	450 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	50 000	400 000
Engagements de garantie	-	899 734
Cautions, avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit	-	834 965
Garanties reçues de la clientèle	-	64 769
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur titres à livrer	-	-
Total : Engagements reçus	50 000	1 749 734

(en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements douteux	-	7
Total : Des autres engagements	-	7

Se référer à la note 18 pour les informations relatives aux instruments financiers à terme.

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros ; + = produit / - = charge)

Note	(en milliers d'euros)	2024	2023
19	Intérêts et produits assimilés	114 893	176 103
20	Intérêts et charges assimilées	(64 569)	(67 343)
21	Revenus des titres à revenu variable	-	-
22	Commissions (produits)	29 141	95 163
22	Commissions (charges)	(22 634)	(67 377)
24	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(19)	19
25	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 849	(29 128)
26	Autres produits d'exploitation bancaire	7 033	3 015
26	Autres charges d'exploitation bancaire	(196 870)	(9 563)
	Produit net bancaire	(130 177)	100 889
27	Charges générales d'exploitation	(148 522)	(178 367)
28	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(20 628)	(73 952)
	Résultat brut d'exploitation	(299 326)	(151 430)
29	Coût du risque	(22 408)	(60 506)
	Résultat d'exploitation	(321 734)	(211 936)
30	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(18 544)	(24 555)
31	Résultat exceptionnel	(66 446)	(124 388)
32	Impôt sur les bénéfices	8	116
	Résultat net	(406 716)	(360 763)

III. – Annexes

Faits marquants de l'exercice 2024

Le Groupe Orange détient le capital d'Orange Bank via la Compagnie Financière d'Orange Bank (CFOB). Cette dernière détient 100% du capital d'Orange Bank moins une action.

Evolutions du capital de la société

Le 22 février 2024, Orange Bank a procédé à une augmentation de capital de 248 millions d'euros intégralement souscrite par la Compagnie Financière d'Orange Bank, conformément aux décisions de l'Assemblée générale du 21 février 2024.

A l'issue de cette opération, le capital de l'établissement s'établit à 1 246 775 712 euros.

Mise en œuvre du programme de désengagement des activités bancaires

Le Conseil d'Administration d'Orange Bank, lors de sa séance du 15 février 2024 a pris acte de l'entrée en phase d'exécution du retrait progressif des activités bancaires de la société.

En France :

- La signature le 16 février d'un accord de référencement des clients, avec un groupe bancaire. Au terme de cet accord, organisé en 12 vagues successives de fermetures de comptes clients entre février et juin, près de 106 000 clients ont effectivement transféré leur compte bancaire ;
- La mise en œuvre de campagnes de relance des clients afin de restituer les avoirs et de procéder à la fermeture des comptes courants et d'épargne. Ceci a conduit à la fermeture le 5 novembre du dernier compte client ;
- Les avoirs non restitués à date ont été virés sur un compte interne. Au 31 décembre 2024, le montant des avoirs en attente de restitution s'élève à 11,5 millions d'euros ;
- La signature le 2 septembre de la cession de la quasi-totalité des portefeuilles de crédits à un consortium d'investisseurs, Orange Bank n'ayant conservé que les crédits dont l'échéance n'excédait pas la fin de l'année 2024 ou non éligibles au regard des accords signés. Au 31 décembre 2024, les encours résiduels de crédits sains présentent un montant net de provision de 3 millions d'euros ; les encours douteux (soit 9,3 millions d'euros en valeur brute) représentant quant à eux une valeur nette au bilan de 0,2 million d'euros ;
- La mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (voir ci-après) ;
- La définition de stratégies de rupture anticipée des contrats partenaires et fournisseurs principaux – soit une charge de 34,8 millions d'euros en 2024 ;
- La définition d'une feuille de route de décommissionnement informatique, se traduisant par des mises au rebut portant sur 52,4 millions d'euros d'immobilisations incorporelles ;
- La décision du Conseil d'administration lors de sa séance du 11 décembre de modifier l'intention de gestion du portefeuille d'investissement en vue de procéder à la vente de ce dernier au cours du premier semestre 2025, dégageant une moins-value latente de 13,6 millions d'euros. Les instruments venant en couverture de ce portefeuille ont été conservés et seront dénoués lors de la cession des titres couverts.

En Espagne :

- La vente des portefeuilles de crédit au cours du premier semestre à un établissement espagnol ;
- Le transfert des clients de la banque au quotidien et d'une partie des équipes (soit 35 personnes) vers ce même établissement de crédit ;
- La vente de la plateforme technique espagnole à un prestataire de service informatique ainsi que le transfert de 29 collaborateurs le 2 novembre ;
- L'extinction progressive de la succursale se prolongeant au début de l'année 2025.

Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi

Suite à la signature de l'accord collectif de façon unanime le 17 janvier 2024, à sa validation par l'administration du travail le 7 février 2024 et à la décision du conseil d'administration du 15 février 2024, le Plan de Sauvegarde de l'Emploi est entré en phase de mise en œuvre.

Le coût global du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (couvrant les reclassements internes et départs externes) a fait l'objet d'une réestimation à 136 millions d'euros en référence aux dispositions définitives de l'accord de PSE, pour une première estimation de 122 millions d'euros fin décembre 2023.

Le suivi des départs fait état au 31 décembre 2024 de 79 ruptures de contrat dont 32 en départs externes et 47 en reclassement au sein du groupe Orange. La répartition observée à date entre reclassements internes et reclassements externes (soit 34%) ne peut être considérée comme une indication fiable de tendance. Cela a cependant conduit le management de la banque à ré estimer le montant de la provision en retenant un taux de reclassements internes de 20 % (contre 15 % initialement) ; entraînant une reprise de la provision de l'ordre de 5 millions d'euros.

Enfin, la consommation de la provision au 31 décembre 2024 s'élève à 7,9 millions d'euros et le montant de la provision atteint 122,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Mise en œuvre du retrait d'agrément bancaire

Le processus de retrait d'agrément a été engagé au cours de l'année 2024. Cinq échanges se sont tenus avec la Direction des autorisations de l'ACPR et font l'objet d'une formalisation qui aborde en détail les modalités d'arrêt des activités et les mesures mises en œuvre de protection de la clientèle. Une première réunion s'est tenue avec la Caisse des Dépôts et Consignations le 9 octobre dernier.

Les points à traiter nécessaires au retrait d'agrément sont suivis dans un tableau de bord détaillé, présenté mensuellement au comité de Direction de la banque et couvrant les domaines suivants :

- L'absence de dépôts reçus du public ;
- L'absence d'engagements en faveur de la clientèle ;
- Le respect des obligations réglementaires, le temps nécessaire, pour les différents moyens de paiement;
- En post agrément, disposer d'une organisation, humaine et technique, qui permettra d'assurer les obligations réglementaires résiduelles.

Le traitement de l'Espagne a fait l'objet d'une note partagée avec la Direction des Autorisations puis déposée – fin septembre - sur le portail de la BCE pour informer officiellement de l'arrêt de l'activité de la succursale.

Contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2024

Orange Bank fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2021 à 2023, ainsi que sur les 4 premiers mois de 2024 pour la seule TVA.

A date et en l'absence de risque identifié et de toute notification, la banque n'a pas constitué de provision.

Activité courante 2024

Suite à la décision du Conseil d'administration d'Orange Bank du 15 février 2024, marquant le début du retrait progressif de ses activités bancaires, l'activité de la Banque commerciale a été fortement réduite.

Les principaux points d'étapes de l'arrêt de la commercialisation des produits Orange Bank au cours de l'année 2024, sont :

En France :

- Arrêt de la commercialisation des CAV, CSL et Prêt Express dès le 15 février 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des produits d'assurance mobile à la suite de la signature d'un contrat de cession de la clientèle le 12 avril 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des Désirio et du PxP le 30 juin 2024.

En Espagne :

- Arrêt de l'activité de rachat de créances Telco (Dolphin) dès le 29 février 2024 ;
- Arrêt de la commercialisation des CAV et CSL début mars 2024 ;
- La commercialisation des crédits à la consommation, dit « UPL » (Domin et Domex), étant arrêtée depuis fin 2023.

En matière de dépôts, hors « dépôts Raisin » commentés au point suivant, la décollecte des comptes de la banque commerciale (encours de 1,327 millions d'euros en 2023 vs. 11,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 virés dans le compte de suspens) s'explique par (i) en Espagne, le transfert de l'activité « Banque au Quotidien » vers un établissement espagnol et (ii) en France, le lancement de la campagne de référencement le 27 février et l'annonce de l'arrêt de l'activité de la banque ayant conduit les clients à transférer leurs avoirs en dehors des livres d'Orange Bank.

Au 31 décembre 2024, tous les comptes clients sont fermés en France et en Espagne.

Evolution de la collecte de dépôts via la plateforme Raisin et gestion du refinancement et de la Liquidité

Au cours de l'année 2024, la Banque a assuré son refinancement dans la continuité de la politique mise en œuvre à fin 2023. Cette dernière a été ajustée en cours d'année en fonction des principaux événements impactant la banque, à savoir :

- La résiliation de l'engagement de financement reçu de 450 millions d'euros. Cet engagement, garanti par les titres du FCT a été résilié conformément aux clauses contractuelles lors de la dissolution de ce dernier ;
- La reprise temporaire de la collecte de Raisin lors de l'été afin de sécuriser la liquidité de la banque en raison du décalage à septembre de la cession des portefeuilles de crédit en France ;
- La fermeture de l'accès au refinancement de la BCE le 17 septembre ;
- L'ajustement de l'engagement de financement émis par Orange SA de 400 à 50 millions d'euros au 1^{er} octobre ;

Les encours collectés représentent environ 568 millions d'euros au 31 décembre 2024, dont 450 millions à échéance janvier-février 2025.

Evolutions concernant la filiale Anytime

Orange Bank a souscrit à une augmentation de capital de 2 millions d'euros le 21 février 2024.

Par décision extraordinaire de ses actionnaires en date du 22 novembre 2024, le siège social a été transféré de la Belgique vers la France à Montreuil (93100) 67, rue Robespierre, avec maintien de sa personnalité morale. Anytime a été transformée de société anonyme à conseil d'administration de droit belge en société anonyme à conseil d'administration de droit français avec effet à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Bobigny en France, soit le 12 décembre 2024.

Par ailleurs, une succursale a été constituée en Belgique.

A l'issue de cette opération, Orange Bank détient désormais 157 447 actions sur 157 448 (une action est détenue par Orange Participations) de la société.

Événements postérieurs à la clôture

En février 2025, Orange Bank a reçu une offre ferme de reprise de l'activité de garantie des débit/crédit rentiers (activité dite « CGG »). Les travaux d'instruction se poursuivent.

Concernant la filiale Anytime, un processus de vente est en cours ; Orange Bank poursuit l'analyse de différents scénarii.

Note n°1. – Principes

Les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2024 sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014. Les comptes d'Orange Bank sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice 2024 sont établis en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes comptables ;
- l'indépendance des exercices ;
- le respect du principe de prudence.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Changements de méthodes comptables

Orange Bank n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables ni de présentation pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La société a fait le choix de ne pas appliquer la publication en novembre 2021 par l'ANC de la mise à jour de sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Coûts liés aux développements informatiques

Les coûts liés aux développements informatiques sont comptabilisés selon les règles suivantes :

- les coûts d'achats des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation et de développement / paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes ;

- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Les logiciels dont les licences sont payables annuellement en fonction du nombre de connexions, de clients gérés,

etc., sont comptabilisés en charges étalées sur la période de référence de facturation et d'utilisation (généralement annuelle).

Les coûts du personnel interne à l'établissement, qui contribuent aux développements informatiques, donnent lieu à activation dès lors qu'il s'agit de coûts dûment identifiés par un suivi des temps et valorisés selon des règles en accord avec les principes comptables généralement admis et les règles du groupe. A l'inverse, les coûts de personnel ne répondant pas à ces critères sont maintenus en charges de personnel.

Les logiciels acquis ou développés sont amortis selon des durées de 12 mois à 5 ans. Dans le cadre du plan de désengagement des activités bancaires, les durées d'amortissement ont été revues afin de correspondre à leurs durées résiduelles d'utilisation. Le cas échéant, les plans d'amortissement ont fait l'objet d'une accélération afin d'amortir en totalité ces actifs au 31 décembre 2025

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales (affacturage), crédits de trésorerie, crédits d'équipements, crédits à l'habitat, autres crédits et comptes ordinaires pour les créances sur la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de prise en pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances et dettes répondant à des conditions spécifiques (même contrepartie, exigibilité et devise identiques, existence d'une lettre de fusion de comptes...) ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan.

Les commissions et les coûts marginaux de transaction perçus ou payés à l'octroi des crédits sont comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci prorata temporis.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des dépréciations pour créances douteuses ou des provisions sont dotées en compte de résultat.

Conformément aux textes en vigueur, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois sont automatiquement classés en encours douteux. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par Orange Bank de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux. C'est le cas s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle. Dans le prolongement des travaux menés en 2020, la Banque applique depuis le 1er janvier 2021 une nouvelle définition du défaut, d'origine réglementaire.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Un crédit est dit restructuré si la Banque octroie à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, une facilité qu'il n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances : allongement de la durée du crédit, rachat de crédit, effacement d'une partie de la dette, suspension d'échéances. La restructuration consiste notamment à réintégrer dans le capital les impayés constatés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Cette identification intervient au plus tard à la échéance du terme. Un encours douteux est présumé compromis au plus tard un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et des créances assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Le classement en encours douteux compromis entraîne par contagion le classement dans cette catégorie des autres encours relatifs à la contrepartie concernée.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, ou pour risques s'agissant des engagements hors bilan, à hauteur des pertes probables. Pour les crédits à la consommation et les découverts aux particuliers, le calcul est basé sur l'historique des pertes constatées sur les dossiers clôturés et en prenant en compte l'effet actualisation des flux recouvrables. Les crédits d'autres natures (crédits immobiliers, crédits aux entreprises et professionnels...) font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle en tenant compte notamment de l'estimation de la valeur des garanties détenues.

Qu'elles soient déterminées selon des modèles statistiques ou sur base individuelle, les provisions sont estimées en référence aux flux recouvrables actualisés. La méthode utilisée consiste à répartir les flux recouvrables estimés sur les cinq dernières années des concours accordés, afin de déterminer les flux actualisables. Les mises en place pour chaque ligne de produits sont déduites des encaissements constatés ainsi que les pertes pour irrécouvrabilités réelles ou estimées. Le flux recouvrable ainsi déterminé est actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine. Le stock des flux recouvrables antérieurs aux cinq dernières années est réputé exigible immédiatement.

Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés en PNB. Les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les encours de créances restructurées, reclassés dans la catégorie des crédits sains, ne font plus l'objet de provisions, conformément à ce que prévoit la réglementation dès lors que les termes de la restructuration sont respectés.

Une dépréciation peut être constituée afin de couvrir le risque de recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration. De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « Coût du risque ».

Orange Bank dotait, jusqu'à la cession de ses portefeuilles de crédit, une provision statistique sur les encours sains « dégradés ». Il s'agit des encours qui ont connu une dégradation significative du risque de crédit, illustrée par exemple par des impayés, des dépassements ou qui ont fait l'objet d'une restructuration, et qui ne sont pas déclassés en encours douteux. Cette provision concerne l'ensemble des portefeuilles à l'exception des crédits immobiliers cautionnés et des encours de la gestion privée qu'exerçait la Banque. Les taux de provisions appliqués à ces encours correspondent, soit à une observation du taux de pertes, ou à défaut à un taux forfaitaire et sont mis à jour deux fois par an.

Au 31 décembre 2024, les dépréciations et provisions sur les engagements résiduels de la banque envers la clientèle ont été estimées sur base individuelle.

Voir notes 3.2 et 9 pour l'actif et note 14 pour le passif.

Portefeuilles titres

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques qui sont les suivantes:

• Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente dans un délai inférieur à un an. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

• Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que la Banque a l'intention et les moyens de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance. Conformément aux règles comptables, seuls les intérêts courus et échus sont comptabilisés en compte de résultat. Les dotations et reprises de provisions pour risque de contrepartie de titres d'investissement sont enregistrées sous la rubrique : « Coût du risque ».

• Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis dans une intention ni de transaction, ni d'investissement.

Quand ceux-ci sont disponibles, ils sont valorisés sur la base de cours de bourse, ou de notations externes, sinon si ce n'est pas le cas, des modèles internes communément admis sont utilisés. La différence entre la valeur comptable – corrigée des amortissements des surcotes et décotes – et le prix de marché des titres, fait l'objet d'un provisionnement par titres de même nature dès lors qu'il s'agit d'une moins-value latente, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

• Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille de titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

• Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement et d'investissement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique : « Produits d'intérêts » du compte de résultat.

• Titres de participation, de filiales et autres titres immobilisés

Il s'agit :

- d'une part, des titres représentant au moins 10 % du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation de résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les sociétés contrôlées font l'objet d'une campagne annuelle de valorisation dans le trimestre précédant l'arrêté des comptes annuels. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées sous la rubrique : « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de capitaux propres négatifs, un complément de provision est comptabilisé en provision pour risques et charges.

• Parts dans les entreprises liées

Ce poste recouvre les actions et autres titres à revenu variable détenus dans des entreprises sur lesquelles Orange Bank dispose d'un contrôle exclusif, susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

En date d'arrêté comptable, les titres détenus sont évalués à leur valeur d'utilité qui est estimée par référence à différents critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité, l'actualisation des cash flows futurs. Des dépréciations sont constituées en cas de perte durable de la valeur d'utilité de la société. Les dotations nettes de reprises ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés ».

L'évaluation de la valeur d'utilité de la société Anytime s'appuie sur les perspectives financières de la société. En 2024, le plan d'affaires a été revu et la société a fait l'objet d'une valorisation indépendante afin de prendre en compte les résultats de l'année 2024 et les perspectives futures. Ces hypothèses ont conduit Orange Bank à retenir une valorisation de 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2024, entraînant un complément de provision pour dépréciation de 18,5 millions d'euros.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée d'usage estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

- Agencements (*)
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel de bureau, véhicules 4 ans
- Logiciels acquis ou développés 12 mois à 5 ans

(*) Orange Bank est locataire des locaux occupés. Les travaux d'entretien courants et d'agencements sont comptabilisés en charges. Seuls les travaux majeurs donnent lieu à immobilisation et amortissement sur la durée restant à courir du bail. Le siège a fait l'objet d'une rénovation profonde sur les exercices 2018 et 2019. Les coûts sont amortis en fonction des livraisons et sur la durée restant à courir du bail, soit juin 2026 au plus tard pour l'immeuble Dumas à Montreuil.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes ordinaires, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser, attachés à ces titres, sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts sous la rubrique : « Obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers et avec l'autorisation préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Composition du capital social

Le capital social d'Orange Bank est de 1 246 775 712 euros, composé de 77 923 482 actions de 16 euros de valeur nominale qui se répartissent comme suit :

- CFOB 77 923 481 actions
- Orange Participations 1 action

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise (litiges, ...).

Les provisions comprennent :

- les provisions concernant des engagements par signature et pour risques divers et litiges ;
- les provisions au titre du risque de crédit et les provisions relatives aux engagements de la Banque en matière de rentes viagères ;
- les provisions au titre des engagements sociaux vis-à-vis du personnel (indemnités de départ en retraite, médailles du travail, temps partiel senior) ;
- les provisions pour restructuration (dont provision pour PSE de 123 millions d'euros – cf. Faits marquants).

La Banque ne porte pas de risque sur les pays émergents. Ayant procédé à la clôture des comptes d'épargne, Orange Bank ne reconnaît plus de provisions au titre du risque épargne-logement.

Litiges

Orange Bank fait l'objet d'un contentieux historique où les demandeurs réclament au total environ 310 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Considérant ces réclamations non fondées et suivant les préconisations de ses conseils juridiques en les contestant fermement, Orange Bank n'a comptabilisé aucune provision.

La cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 24 janvier 2024. Aux termes de cet arrêt, la cour d'appel de Paris a fait droit à l'argumentation d'Orange Bank, notamment en déboutant les consorts A de l'intégralité de leurs demandes à l'encontre d'Orange Bank. Les consorts A ont formé un pourvoi en cassation, enregistré le 29 mars 2024, à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel de Paris.

Opérations en devises

La Banque n'opère plus que sur trois devises étrangères, à savoir le dollar américain, le franc suisse et le peso argentin. Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues dans ces devises sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les positions de change au comptant et les opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes sont parallèlement rapportés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats (cf. notes n°18 et 18 bis). Ce montant représente le volume, ou encore le montant notionnel, des opérations en cours. Il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Afin d'atténuer le risque de contrepartie, la Banque met en place avec ses contreparties des accords de résiliation- compensation qui permettent, en cas de défaillance, de compenser l'ensemble des montants dus et à payer. En général, ces contrats prévoient la réévaluation régulière du montant de sûretés requis et le versement des appels de marge correspondants comptabilisés sur la ligne « Autres actifs ».

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférant à ces instruments :

— Opérations de couverture

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés dans la rubrique dans laquelle sont enregistrés les résultats des éléments couverts.

— Opérations de transaction

Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultats en résultat net sur opérations financières, dans les rubriques « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Engagements en matière de retraites

Compte tenu de la mise en œuvre du PSE en 2024, Orange Bank a revu les engagements comme suit :

- pour les indemnités de départ en retraite : en raison d'une couverture par le PSE supérieure aux seuls engagements en matière de retraite, sont couverts par la provision les seuls collaborateurs exclus du PSE, à savoir les Temps Partiels Senior (TPS) ;
- pour les médailles du travail : le montant de la provision a été calibré à la charge anticipée pour les années 2025-2026, compte étant tenu des montants moyens effectivement payés les années précédentes.

Depuis 2018, un accord du Groupe Orange favorisant le temps partiel senior s'applique à Orange Bank, l'entreprise s'engageant, au-delà du temps de présence effectif, à maintenir un pourcentage de la rémunération des seniors ayant opté pour ce dispositif et à prendre en charge 100% de leur cotisations retraites. Cet engagement – dont le calcul est effectué par une société externe - fait l'objet d'une provision.

Engagements de hors-bilan

La Banque constate dans le hors-bilan les engagements irrévocables donnés ou reçus.

Évaluation de certains postes du compte de résultat**Commissions**

Les commissions sont comptabilisées en fonction de la réalisation des prestations auxquelles elles se rattachent, soit immédiatement en résultat, soit de façon étalée.

Pour les prestations ponctuelles, celles-ci sont directement comptabilisées en compte de résultat.

Frais de personnel

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les engagements en matière de compte épargne temps ont été enregistrés en charges à payer pour un montant de 1,9 millions d'euros charges sociales incluses.

Impôts sur les bénéfices

La Banque est membre depuis le 1er janvier 2022 d'un Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Orange SA.

Dépenses environnementales

La Banque, compte tenu de ses activités, n'a pas à constater de charges, passifs ou actifs environnementaux.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes, inscrits en résultat dans les comptes, se décomposent comme suit :

- Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2024
 - 250 milliers d'euros hors taxes pour le Cabinet KPMG
 - 311 milliers d'euros HT pour le Cabinet Deloitte & Associés (dont 61 au titre de la succursale espagnole).
- Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2023, payés en 2024
 - Des travaux complémentaires sur les comptes statutaires et les comptes consolidés : 82 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 128 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.
- Une mission complémentaire liée au processus de retrait d'agrément, soit 48 milliers d'euros pour chacun des cabinets Deloitte et KPMG.

Rémunérations et effectifs

Rémunérations allouées aux membres du Comité exécutif

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 1 951 643 euros nets de toutes cotisations ou retenues. Le Comité exécutif est composé au 31 décembre 2024 de 10 membres.

Tableau des effectifs

Effectifs (CDI, CDD & ALD) France & Espagne	Effectifs moyens		Effectifs fin de période
	2024	2023	2024
Employés	293	376	195
Cadres	353	389	314
Total	646	765	509

dont France

Employés	251	323	193
Cadres	338	370	312
Total	589	693	505

dont Espagne

Employés	42	53	2
Cadres	15	19	2
Total	57	72	4

Exposition aux dettes des pays à risque

La Banque n'a pas d'engagement significatif sur des pays hors de la zone Euro.

Note n°2. – Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	2024							2023
	< 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Comptes et prêts	144 212	-	638	-	144 851	33	144 884	98 515
> A vue	144 212	-	-	-	144 212	33	144 245	60 080
> Au jour le jour	-	-	-	-	-	-	-	-
> A terme	-	-	638	-	638	-	638	38 434
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	310 018	-	310 018	-	310 018	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	1 893
Sous-total	144 212	-	310 656	-	454 868	33	454 901	100 408
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	144 212	-	310 656	-	454 868	33	454 901	100 408

Orange Bank replace une partie de ses excédents de trésorerie à la suite de la cession des portefeuilles de crédit sous la forme de « reverse repo » auprès d'un établissement de crédit de la place. Ces placements représentent un montant de 310 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Note n°3-1. – Crédit à la clientèle : Analyse par durée résiduelle des crédits sains

(en milliers d'euros)	2024					
	< 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	entre 6 mois et 1 an	entre 1 an et 2 ans	entre 2 ans et 5 ans
Créances commerciales (Affacturage)	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	66	-	-
Crédits à l'équipement	-	122	245	254	515	1 685
Crédits à l'habitat	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-	-
Total crédits à la clientèle	-	122	245	320	515	1 685

(en milliers d'euros)	2024					2023
	> 5 ans	Indéterminé	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales (Affacturage)	-	-	-	-	-	603 877
Crédits de trésorerie	-	-	66	(0)	66	233 301
Crédits à l'équipement	-	-	2 821	18	2 839	56 877
Crédits à l'habitat	-	-	-	-	-	881 148
Autres crédits	-	-	-	-	-	32 482
Total crédits à la clientèle	-	-	2 887	18	2 905	1 807 686

Conformément au plan de désengagement prévu, Orange Bank a procédé à la cession de ses portefeuilles de crédit

au cours de l'année 2024 :

- En mars et mai 2024 pour les crédits de la succursale espagnole ;
- En septembre 2024 pour les crédits français.

Un crédit présentant un capital restant dû d'environ 2,8 millions d'euros et dont les caractéristiques ne le rendaient pas éligible à la cession demeure conservé au bilan, ainsi que quelques lignes de crédits de trésorerie non cédés du fait de leur échéance proche.

Note n°3-2. – Ventilation des créances sur la clientèle par nature

(en milliers d'euros)	2024					2023
	Créances brutes	Créances rattachées	Total brut	Dépréciations	Créances nettes	
Créances commerciales (affacturage)	-	-	-		-	603 877
Crédits de trésorerie	93	(0)	93	(27)	66	233 301
Crédits à l'équipement	2 821	18	2 839		2 839	56 877
Crédits à l'habitat	-	-	-		-	881 148
Autres crédits	-	-	-		-	32 482
Total crédits à la clientèle - sains	2 914	18	2 932	(27)	2 905	1 807 686
Découverts	-	-	-		-	6 470
Créances douteuses	9 296	-	9 296	(9 088)	207	28 508
<i>dont douteux</i>	-	-	-	-	-	21 178
<i>dont douteux compromis</i>	9 296	-	9 296	(9 088)	207	7 330
Valeurs non imputées	2	-	2	-	2	45 757
Total crédits à la clientèle	12 212	18	12 230	(9 115)	3 115	1 888 422

- Voir note 3-1 pour les variations 2023-2024 ;
- Les créances douteuses compromises sont constituées essentiellement de comptes courants débiteurs quasi intégralement provisionnés.

Note n°4-1. – Titres de transaction, de placement et d'investissement

(en milliers d'euros)	Transaction	Placement	Investissement	2024	2023
Effets publics et valeurs assimilées					
Titres cotés	-	127 340	0	127 340	136 132
Titres non cotés	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	89	-	89	152
Dépréciations	-	(11 761)	-	(11 761)	(232)
Valeurs nettes au bilan	-	115 668	0	115 668	136 052
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres cotés	-	203 756	-	203 756	677 914
Titres non cotés	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	2 500	-	2 500	733
Dépréciations	-	(1 865)	-	(1 865)	(44 579)
Valeurs nettes au bilan	-	204 390	-	204 390	634 068
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
OPCVM	-	5	-	5	5
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	5	-	5	5
Total valeurs nettes	-	320 064	0	320 064	770 125
Valeurs estimatives - pied de coupon	-	316 839	-	316 839	751 535

- *Le Fonds Commun de Titrisation Orange Bank Personal Loans 2020 a été dissout en mai 2024, suite au rachat par la banque des encours de crédits titrisés ; cette opération constituant un pré requis à la cession des portefeuilles. La provision pour dépréciation du FCT, devenue sans objet, a fait l'objet d'une reprise ;*

- *Le Conseil d'administration, lors de sa séance du 11 décembre, a décidé de modifier l'intention de gestion du portefeuille d'investissement. En effet, le plan de cessation d'activité de la banque et un horizon qui se raccourcit rendent inappropriée l'utilisation de la catégorie des Titres d'investissement. Dans ce contexte, la banque prévoit de céder ce portefeuille au cours du premier semestre 2025. En conséquence, ce dernier a été reclassé en titres de placement en valeur de marché. Au 31 décembre 2024, ce portefeuille présente une moins-value latente de 13,6 millions d'euros.*

Note n°4-2. – Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	2024				
	< 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	entre 6 mois et 1 an	entre 1 an et 2 ans
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	4 938
Obligations et titres à revenu fixe	117 000	20 000	20 761	9 790	12 594
Total	117 000	20 000	20 761	9 790	17 531
Dépréciations effets publics	-	-	-	-	-
Dépréciations effets privés	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	117 000	20 000	20 761	9 790	17 531

(en milliers d'euros)	2024				2023	
	entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées	101 787	20 616	127 340	89	127 429	136 285
Obligations et titres à revenu fixe	23 612	-	203 756	2 500	206 256	678 647
Total	125 399	20 616	331 097	2 589	333 685	814 931
Dépréciations effets publics	-	-	(11 761)	-	(11 761)	(232)
Dépréciations effets privés	-	-	(1 865)	-	(1 865)	(44 579)
Valeurs nettes au bilan	125 399	20 616	317 470	2 589	320 058	770 120

Note n°5. – Valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Valeurs nettes des titres de participation	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes des parts dans les entreprises liées	3 500	3 500	20 000	20 000
Valeur brute	46 555	3 500	44 555	20 000
Provisions	(43 055)	-	(24 555)	-
Valeurs nettes titres à long terme	4 968	4 968	3 320	3 320
Valeur brute	4 968	4 968	3 320	3 320
Provisions	-	-	-	-
Total des valeurs estimatives des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières	8 468	8 468	23 320	23 320

Concernant sa filiale Anytime :

- Orange bank a souscrit à une augmentation de capital de 2 millions d'euros le 21 février 2024 ;
- La valeur estimative de la participation dans Anytime s'élève au 31 décembre 2024 à 3,5 millions d'euros. En conséquence, un complément de provision pour dépréciation de 18,5 millions d'euros a été constaté.

Note n°6. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	2024			2023		
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Immobilisations corporelles	23 177	(19 266)	3 911	24 576	(18 684)	5 893
Immobilisations incorporelles	217 138	(212 505)	4 633	269 948	(246 177)	23 771
Valeurs au bilan	240 315	(231 771)	8 544	294 524	(264 860)	29 664

Commentaires sur variation des immobilisations cf note n°7.

Note n°7. – Variation de l'actif immobilisé

(en milliers d'euros)	2023	2024				Total
		Augmentation (acquisitions & dotations)	Diminution (cessions & reprises)	Sorties	Accélération plan d'amortissement post 010126	
Titres de participations et parts dans les entreprises	20 000	(16 500)	-	-	-	3 500
Valeur brute	44 555	2 000	-	-	-	46 555
Provisions	(24 555)	(18 500)	-	-	-	(43 055)
Titres de l'activité de portefeuille	-	-	-	-	-	-
Avances	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan des titres et avances	20 000	(16 500)	-	-	-	3 500
Immobilisations incorporelles	269 948	-	(432)	(52 378)	-	217 138
Amortissements des immobilisations incorporelles	(203 315)	(13 497)	-	52 377	-	(164 435)
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(42 862)	(1 222)	-	-	(3 986)	(48 070)
Immobilisations corporelles	24 576	-	(125)	(1 274)	-	23 177
Amortissements des immobilisations corporelles	(18 684)	(1 393)	-	811	-	(19 266)
Dépréciations des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes des immobilisations	29 663	(16 112)	(557)	(464)	(3 986)	8 544
Total en valeurs nettes au bilan	49 663	(32 612)	(557)	(464)	(3 986)	12 044

(1) Dont mises au rebut des immobilisations incorporelles : en France 28,7 M€, en Espagne 23,7 M€ ;

(2) Dont mises au rebut des immobilisations corporelles : en France 0,8 M€, en Espagne 0,5 M€ ;

(3) Par ailleurs, le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles en France a fait l'objet d'un ajustement (accélération) afin de correspondre à la durée résiduelle des développements informatiques dans le contexte de fermeture.

Note n°8. – Autres actifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Autres actifs	55 361	63 877
Débiteurs divers (1)	40 830	16 825
Comptes de règlements	-	-
Siège et succursales - Réseau	-	-
Dépôts de garanties versés	14 531	47 052
Comptes de régularisation	6 531	68 502
Comptes d'encaissements et de transferts	-	343
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	455	11 969
Produits à recevoir	3 636	36 426
Charges constatées d'avance	2 439	19 764
Autres comptes de régularisation	-	-
Valeurs nettes au bilan	61 892	132 379

(1) Dont un montant de 27 millions d'euros consignés lors de la cession des crédits en France sur la période de servicing des crédits, assuré par Orange Bank au profit de l'acquéreur, 8 millions d'euros au titre de garantie auprès d'un établissement émetteur de moyen de paiement et enfin les fonds déposés auprès des organismes de garantie de place (FRU & FGDR). Le dépôt auprès du FRU fait l'objet d'une provision pour risque (cf note n°14) compte tenu d'une jurisprudence récente qui touche un autre établissement de la place en cessation d'activité. Il représente un montant de 1,7 M€.

Note n°9. – Dépréciations de l'actif

(en milliers d'euros)	2023	2024			Total
	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	
Sur créances clientèle (1)	99 225	9 115	-	(99 225)	9 115
Sur titres de placement (2)	44 811	13 394	(44 579)	-	13 627
Sur les parts dans les entreprises liées (3)	24 555	18 500	-	-	43 055
Total - Dépréciations de l'actif	168 591	41 009	(44 579)	(99 225)	65 797

(1) Les provisions sur la clientèle ont été intégralement reprises lors des sessions des portefeuilles de crédit en France

et en Espagne. Restent en solde les dépréciations sur les créances douteuses qu'Orange Bank porte encore à son bilan à la clôture 2024 ;

(2) Reprise de la provision sur le FCT Orange Bank Personnel Loans 2020 lors de sa dissolution et dotations liées à la mise à la valeur de marché des titres en provenance du portefeuille d'investissement au moment de leur transfert ;

(3) Complément de dépréciation des titres de la filiale Anytime.

Note n°10. – Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	2024					2023
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Comptes et emprunts	-	-	-	-	-	63 610
A vue	-	-	-	-	-	-
A terme	-	-	-	-	-	63 610
Titres donnés en pensions livrées	-	-	-	-	-	108 179
Valeurs au bilan	-	-	-	-	-	171 789

En juin 2024, la Banque a procédé au remboursement de la dernière échéance du TLTRO III pour 60 millions d'euros.

Note n°11. – Comptes créditeurs de la clientèle

	2024										2023
(en milliers d'euros)	< 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	entre 6 mois et 1 an	entre 1 an et 2 ans	entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	526 906
Comptes et emprunts à terme (2)	256 942	220 316	24 919	27 444	38 128	-	-	567 748	19 321	587 069	1 250 905
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	800 616
Autres dettes envers la clientèle (3)	24 706	-	-	-	-	-	-	24 706	-	24 706	14 556
Total - Comptes créditeurs de la clientèle	281 648	220 316	24 919	27 444	38 128	-	-	592 455	19 321	611 775	2 592 983

(1) Conformément au programme de désengagement de ses activités bancaires, Orange Bank a fermé la totalité des comptes courants et des comptes d'épargne de la clientèle. Au 31 décembre 2024, les soldes qui sont en cours de restitution à leur ayants droits ont été virés sur un compte d'attente présentant un montant d'environ 11 millions d'euros classé en « Autres dettes envers la clientèle » ;

(2) En 2024, Orange Bank poursuit l'utilisation de la plateforme Raisin afin d'assurer son refinancement. Le remboursement de la totalité de ces encours en 2025 est à l'étude ;

(3) Y compris compte de suspens (voir (1)) et comptes liés à l'activité des certificats mutualistes

Note n°12. – Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	2024						2023	
	< 1 mois	entre 6 mois et 1 an	entre 1 an et 2 ans	entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance négociable	-	-	-	10 000	-	10 000	28	10 028
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs au bilan	-	-	-	10 000	-	10 000	28	10 028

Le programme d'émission ne comprend plus qu'une échéance horizon mars 2027. Il a été racheté par anticipation à son porteur en mars 2025.

Note n°13. – Autres passifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Autres passifs	51 776	115 346
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	-	-
Dépôts de garanties reçus (1)	13 217	72 672
Créditeurs divers (2)	38 559	42 675
Comptes de régularisation	36 387	55 573
Comptes d'ajustements et d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	613	3 217
Charges à payer	35 774	50 730
Autres comptes de régularisation	0	1 626
Valeurs nettes au bilan	88 163	170 920

(1) Forte diminution des appels de marge en 2024 suite à la résiliation des portefeuilles de swaps en couverture des crédits concomitamment à la vente de ces derniers ;

(2) Créiteurs divers : dont mensualité de décembre 2024 due au cessionnaire des crédits, dans le cadre du servicing assuré par Orange Bank post cession, pour 30,7 M€.

Note n°14. – Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	2023	2024			
		Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Total
Risque d'exécution des engagements et risque de crédit (1)	20 076	102	(18 043)	-	2 135
Retraites et assimilées	3 689	303	(1 546)	-	2 446
Autres risques et charges	2 142	348	(2 066)	-	424
dont Médaille du travail	386	86	(311)	-	161
Provision pour restructuration (2)	122 000	29 117	(15 181)	-	135 936
Valeurs au bilan	147 907	29 870	(36 836)	-	140 941

1) Forte diminution du risque suite à la cession des portefeuilles de crédit ;

(2) Principales évolutions : variation nette (ajustement – consommation) de la provision du plan de sauvegarde de l'emploi (0,8 M€), ruptures de contrats (6,1 M€), rupture de baux des immeubles loués (4,9 M€) et anticipation du passage en perte de la cotisation auprès du Fonds de Résolution Unique (1,6 M€).

Note n°15. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	2024					2023
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées terme	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	27 443	27 443	190	27 633	27 633
Valeurs au bilan	-	27 443	27 443	190	27 633	27 633

Note n°16. – Evolution des capitaux propres

(en milliers d'euros)	2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation du capital	Autres mouvements	Distribution versée	Résultat au 31/12/24	2024
Capital libéré	998 776	-	248 000	-	-	-	1 246 776
Primes d'émission	104 808	-	-	-	-	-	104 808
Réserve Légale	12 083	-	-	-	-	-	12 083
Report à nouveau	(428 400)	(360 763)	-	-	-	-	(789 163)
Sous-total	687 267	(360 763)	248 000	-	-	-	574 504
Résultat	(360 763)	360 763	-	-	-	(406 716)	(406 716)
Distribution des dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Total - Evolution des capitaux propres	326 504	-	248 000	-	-	(406 716)	167 788

(1) En 2024, Orange Bank a fait l'objet d'une recapitalisation de 248 M€, selon l'Assemblée générale en date du 21 février.

Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, Orange Bank prend acte de la situation au 31 décembre 2024. Cette situation fera l'objet d'échanges avec ses actionnaires dans un calendrier compatible avec les obligations légales de recapitalisation.

Note n°17. – Opérations de change et emprunts en devises

Néant.

Note n°18. – Opérations sur instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	2024				2023
	Opérations de spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Total
Swaps de taux d'intérêts - Marché de gré à gré	-	30 000	100 000	130 000	1 379 738
Euros	-	30 000	100 000	130 000	1 379 738
Devises	-	-	-	-	-
Futures de taux - Marché organisé	-	-	-	-	-
Achat de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	-	-	-	-	-
Vente de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	-	-	-	-	-
Total - Opérations sur instruments financiers à terme	-	30 000	100 000	130 000	1 379 738

Suite à la décision du Conseil d'administration lors de sa séance du 11 décembre de modifier l'intention de gestion du portefeuille d'investissement en vue de procéder à la vente de ce dernier, la relation de couverture de l'OAT (soit 100 M€ de nominal) a été requalifié en « Autres opérations ». Au 31 décembre 2024, seules subsistent en couverture : le TCN émis (10 M€) et l'OATIE (20 M€).

Note n°18 bis. – Durée restant à courir : instruments financiers à terme de couverture

(en milliers d'euros)	2024							2023
	< 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	entre 6 mois et 1 an	entre 1 an et 2 ans	entre 2 ans et 5 ans	> 5 ans	Total en principal
Swaps de taux d'intérêts								Total en principal
- Marché de gré à gré	-	-	-	-	-	10 000	20 000	30 000
								1 353 738

Les couvertures des portefeuilles de crédit ont été dénouées en 2024 concomitamment à la vente de ces derniers. Les dernières opérations en vie au 31 décembre 2024 portent sur la couverture des titres en portefeuille et du dernier TCN émis en solde.

Note n°19. – Intérêts et produits assimilés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	26 050	18 126
Opérations avec la clientèle	68 246	124 986
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	20 501	32 969
Autres intérêts et produits assimilés	96	22
Total - Intérêts et produits assimilés	114 893	176 103

Note n°20. – Intérêts et charges assimilées

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	(5 835)	(20 250)
Opérations avec la clientèle	(53 879)	(36 712)
Obligations et autres titres à revenu fixe	(4 074)	(9 601)
Charges sur dettes subordonnées	(781)	(779)
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Total - Intérêts et charges assimilées	(64 569)	(67 343)

Note n°21. – Revenu des titres à revenu variable

Néant.

Note n°22. – Produits nets des commissions

(en milliers d'euros)	2024			2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	(105)	(105)	-	(291)	(291)
Sur opérations avec la clientèle	557	(2 964)	(2 406)	1 143	(3 082)	(1 939)
Sur opérations sur titres	-	(4)	(4)	-	(31)	(31)
Sur opérations de change	47	-	47	58	-	58
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	12	(2 149)	(2 137)	15	(876)	(861)
Sur prestations de services (cf note n° 23)	28 524	(17 412)	11 112	93 946	(63 097)	30 849
Total - Produits nets des commissions	29 141	(22 634)	6 507	95 163	(67 377)	27 786

Note n°23. – Prestations de services bancaires et financiers

(en milliers d'euros)	2024	2023
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	2 558	2 189
Produits nets sur moyens de paiement	5 149	20 591
Autres produits (charges) nets de services financiers	3 406	8 070
Total - Prestations de services bancaires et financiers	11 112	30 849

Note n°24. – Résultat sur opérations du portefeuille de négociation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur titres de transaction	-	-
Opérations de change	(19)	19
Gains et (Pertes) sur opérations réalisées sur les instruments financiers	-	-
Total - Résultat sur opérations du portefeuille de négociation	(19)	19

Note n°25. – Résultat sur opérations du portefeuille de placement

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dotations aux provisions	(13 394)	(29 128)
Reprises de provisions	44 579	-
Dotations ou reprises nettes aux provisions	31 185	(29 128)
Titres de placement		
Plus-values de cessions réalisées	-	-
Moins-values de cessions réalisées	(28 336)	-
Solde des plus et moins-values de cessions	(28 336)	-
Titres de l'activité de portefeuille		
Plus-values de cessions réalisées	-	-
Moins-values de cessions réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cessions	-	-
Total - Résultat sur opérations du portefeuille de placement	2 849	(29 128)

Note n°26. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	Produits	Charges	2024	2023
Autres résultats d'exploitation bancaire	7 033	(196 870)	(189 838)	(6 548)
Produits rétrocédés	-	-	-	-
Plus et moins values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-
Autres produits non bancaire	-	-	-	-
Total - Autres produits et charges d'exploitation bancaire	7 033	(196 870)	(189 838)	(6 548)

(1) *Autres produits* : dont produit de référencement des clients (3,7 M€) et cession de l'activité de courtage (0,7 M€) ;

(2) *Autres charges* : dont pertes sur cessions de portefeuille de crédit en France de -155,7 M€ (soit -192,8M€ de moins-values de cession, +32,4M€ de décote sur le prix de rachat des crédits du FCT et +4,7M€ correspondant au reclassement de la reprise de provisions passives), en Espagne (-38,6 M€ - hors intérêts reconnus jusqu'aux cessions).

Note n°27. – Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Frais de personnel	(62 069)	(67 081)
Salaires et traitements	(37 570)	(41 699)
Charges sociales	(18 039)	(20 508)
Intéressement	(2 457)	(1 765)
Impôts et taxes sur rémunérations	(4 002)	(4 998)
Autres charges de personnel	-	1 890
Autres frais administratifs	(86 453)	(111 286)
Impôts et taxes	(1 493)	(6 479)
Services extérieurs	(86 110)	(111 114)
Dotations des provisions pour risques et charges	(4 400)	(6 489)
Reprise des provisions pour risques et charges	5 550	12 795
Total - Charges générales d'exploitation	(148 522)	(178 367)

Note n°28. – Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (1)	(20 165)	(73 945)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(463)	(7)
Total - Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations	(20 628)	(73 952)

(1) dont 41,7M€ au titre de la perte de valeur sur le projet OneBank constatée en 2023.

Note n°29. – Coût du risque

(en milliers d'euros)	2024	2023
Provisions sur créances douteuses	(50 024)	(60 778)
Autres provisions	-	(473)
Dotations aux provisions (1)	(50 024)	(61 251)
Provisions sur créances douteuses	49 817	48 741
Autres provisions	-	218
Reprises de provisions (2)	49 817	48 958
Variation nette des provisions (1) + (2)	(207)	(12 293)
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	(14 634)	(47 195)
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	(8 320)	(1 894)
Récupérations sur créances amorties	754	876
Total - Coût du risque	(22 408)	(60 506)

Concernant les portefeuilles de crédits cédés en France et en Espagne, Orange Bank a enregistré en coût du risque l'ensemble des variations et éléments afférents jusqu'à la date de cession des portefeuilles de crédits. Les reprises de provisions antérieurement constituées sont constitutives du résultat de cession et ont été portées en compte de résultat sur les lignes autres produits et charges d'exploitation bancaire (voir note 26).

Concernant le coût du risque associé aux encours de crédits résiduels conservés au bilan de la banque et aux comptes courants débiteurs, ces derniers sont intégrés en totalité ci-dessus.

Note n°30. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Immobilisations financières (1)	(18 500)	(24 555)
Immobilisations incorporelles	(44)	-
Immobilisations corporelles	-	-
Total - Gains et pertes sur actifs immobilisés	(18 544)	(24 555)

(1) Dépréciation des titres de la filiale Anytime

Note n°31. – Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dettes fiscales	-	-
Frais de restructuration	(66 446)	(124 388)
Total - Résultat exceptionnel	(66 446)	(124 388)

Les principaux postes inclus dans les frais de restructuration sont :

- Coûts liés au Plan de Sauvegarde de l'Emploi : 7,5 M€ ;
- Frais de rupture de contrats : 34,8M€ ;
- Frais liés au programme de désengagement : 17,4M€.

Note n°32. – Impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Total - Impôt sur les sociétés (*)	8	116

(*) si positif : crédit d'impôt

Note n°33. – Information géographique - Bilan

Au 31 décembre 2024, les encours bilanciaux de la succursale en Espagne ne présentent aucun solde significatif.

Note n°34. – Information géographique – Compte de résultat

(en milliers d'euros)	2024	dont Espagne
Intérêts et produits assimilés	114 893	19 138
Intérêts et charges assimilées	(64 569)	(1 386)
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	29 141	85
Commissions (charges)	(22 634)	(235)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(19)	5
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 849	-
Autres produits d'exploitation bancaire	7 033	(3)
Autres charges d'exploitation bancaire	(196 870)	(38 478)
Produit net bancaire	(130 177)	(20 873)
Charges générales d'exploitation	(148 522)	(18 587)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(20 628)	(3 005)
Résultat brut d'exploitation	(299 326)	(42 464)
Coût du risque	(22 408)	(10 694)
Résultat d'exploitation	(321 734)	(53 158)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(18 544)	(44)
Résultat courant avant impôt	(340 278)	(53 202)
Résultat exceptionnel	(66 446)	(4 467)
Impôt sur les bénéfices	8	-
Résultat net	(406 716)	(57 670)

Filiales et participations au 31 décembre 2024

Société ou groupe de sociétés	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part de capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Banque et non encore remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la Banque	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la banque au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
en milliers d'euros				(%)						
<u>Filiales françaises</u>										
Anytime SA	5 481	-2488	100%	46 555	3 500	750	-	6 451	(1 286)	-

A la suite de l'opération de transfert transfrontalier réalisée en 2024, Anytime est devenue une société de droit français. Elle est détenue par Orange Bank moins une action, détenue par Orange Participations.

Les montants des chiffre d'affaires et résultat présentés ci-dessus portent sur les comptes au 31 décembre 2024, arrêtés par le Conseil d'administration de la société le 10 février 2025.

IV. – Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de (406.716.135,26) euros au compte report à nouveau.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2025 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalions que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce, certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-80 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation des risques liés aux litiges significatifs**Risque identifié**

Votre société est engagée dans un litige significatif au 31 décembre 2024, comme indiqué dans le paragraphe « Litiges » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous considérons que l'estimation du risque attaché à ce litige constitue un point clé de l'audit en raison :

- du caractère significatif des demandes des plaignants, qui représentent un montant global d'environ 310 millions d'euros ;
- de l'importance des appréciations de la direction dans la décision de constituer une provision pour risque juridique ou de présenter un passif éventuel au titre de cette procédure.

Au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été reconnue dans les comptes de votre société au titre de ce litige, la direction considérant les demandes des plaignants comme non fondées.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Les travaux mis en œuvre sont les suivants :

- prise de connaissance des évolutions de ce litige au cours de l'exercice, par entretien avec la direction juridique de votre société et examen des pièces nouvelles relatives à la procédure en cours considérées comme pertinentes ;
- échange avec les avocats représentant votre société dans le litige en cours ;
- obtention et examen d'une note émise par les avocats et reflétant leur appréciation des risques encourus par votre société dans le cadre de cette procédure au 31 décembre 2024 ;
- analyse de la cohérence de la position retenue par votre société en matière de provisionnement de ce litige avec l'évaluation des risques formulée par les avocats et les éléments relatifs à la procédure.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

Conséquences comptables du projet de retrait du groupe Orange des activités de banque de détail en France et en Espagne**Risque identifié**

Comme détaillé dans la note « Faits marquants de l'exercice 2024 » de l'annexe aux comptes annuels, Orange Bank a mis en œuvre, au cours de l'année 2024, son programme de désengagement des activités bancaires.

Dans ce contexte, Orange Bank a notamment :

- négocié un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (« PSE ») qui se traduit par une provision de 122,8 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 122 millions d'euros au 31 décembre 2023, comme décrit au paragraphe « Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi » de la note « Faits marquants de l'exercice 2024 » ;
- procédé à une dépréciation complémentaire de certains actifs incorporels ainsi qu'à une accélération du plan d'amortissements d'autres actifs incorporels pour un montant total de 5,2 millions d'euros, compte tenu de la revue des avantages économiques futurs susceptibles d'être générés par ces éléments d'actif, comme précisé dans la note 7 - « Variation de l'actif immobilisé » ;
- constaté une charge de 34,8 millions d'euros en 2024 au titre de la rupture anticipée de contrats avec ses partenaires et fournisseurs principaux (dont 6,1 millions d'euros en provisions pour risques et charges au 31 décembre) ainsi que 4,9 millions de provision au titre du coût estimé de rupture des baux

des immeubles actuellement loués, comme précisé dans les notes 14 - « Provisions pour risques et charges » et 31 - « Résultat exceptionnel » ;

- procédé à la cession de portefeuilles de crédits tant en France qu'en Espagne se traduisant par des moins-values de respectivement 155,7 et 38,6 millions d'euros, ainsi que mentionné dans la note 26 - « Autres produits et charges d'exploitation bancaire » ;
- décidé le changement d'intention de gestion du portefeuille de titres d'investissement et son reclassement en titres de placement avec la constatation d'une moins-value de 13,6 millions d'euros, comme indiqué dans le paragraphe « Mise en œuvre du programme de désengagement des activités bancaires » de la note « Faits marquants de l'exercice 2024 ».

Nous avons considéré que ces différentes conséquences comptables constituaient un point clé de l'audit en raison de leur caractère significatif au regard du résultat d'Orange Bank.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance de l'existence de faits générateurs conduisant à reconnaître chacune des opérations décrites au paragraphe précédent dans les comptes de l'exercice 2024. Nous avons analysé les modalités selon lesquelles elles ont été comptabilisées et avons apprécié la documentation des flux ainsi enregistrés au titre de ces différentes opérations, le cas échéant en revoyant les modalités de calcul et les hypothèses retenues lorsque ces montants constituaient des estimations comptables. Enfin, nous avons apprécié le caractère adéquat de l'information qui en est donnée dans l'annexe aux comptes annuels d'Orange Bank.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-après.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Orange Bank par vos assemblées générales du 4 octobre 2016 pour le cabinet KPMG et du 18 mai 2021 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 9ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 4ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 mai 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.